



HAL
open science

La construction du sens en politique: "fascisme" et antifascisme dans le discours du Front populaire

Damon Mayaffre

► **To cite this version:**

Damon Mayaffre. La construction du sens en politique: "fascisme" et antifascisme dans le discours du Front populaire. Cahiers de la Méditerranée, 2000, 61, pp.197-207. hal-00586499

HAL Id: hal-00586499

<https://hal.science/hal-00586499>

Submitted on 16 Apr 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

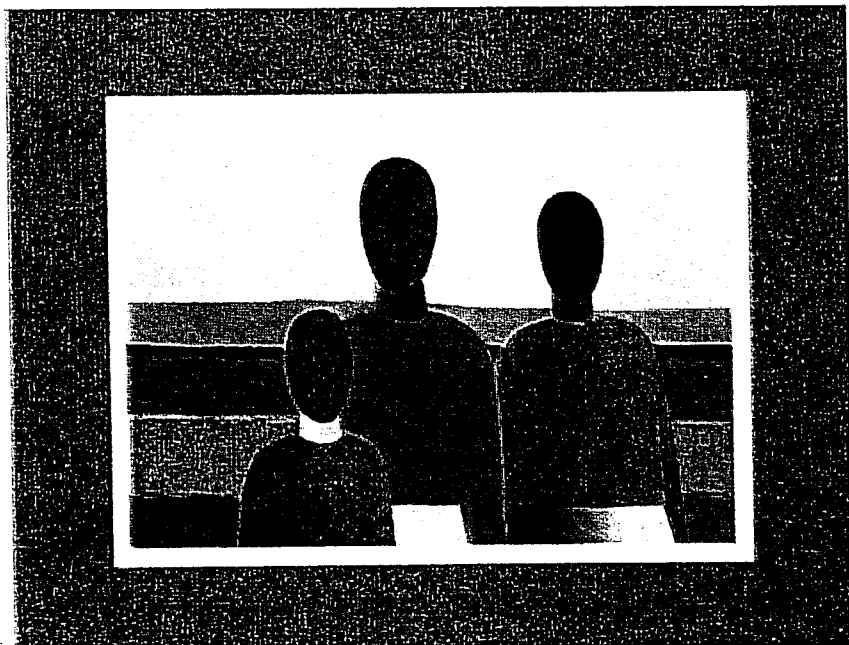
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MCahiers de laMEDITERRANEE

POLITIQUE ET ALTÉRITÉ

La Société Française face au racisme
(XX^e siècle)

Fac-similé



LA CONSTRUCTION DU SENS EN POLITIQUE LE CAS DE "FASCISME" DANS LE DISCOURS POLITIQUE FRANÇAIS DES ANNÉES 30

Damon MAYAFFRE
C.N.R.S. I.N.A.L.F. U.N.S.A.

INTRODUCTION

Quelle est l'importance du thème du fascisme et de l'antifascisme dans le discours politique français républicain des années 30 ? En d'autres termes, quelles ont été la réalité et la chronologie de la prise de conscience par les démocrates français de la menace fasciste et quelle fut l'intensité de la mobilisation antifasciste en France à la veille de la guerre ? C'est à ces questions de l'histoire politique de l'entre-deux-guerres que cette contribution essayera de répondre.

En arrière plan, toujours la même inquiète interrogation de l'historien : n'y a-t-il pas eu, après-guerre, relecture (et surévaluation) de la qualité et de l'importance de cette mobilisation aussi bien de la part de la société politique (et principalement des partis politiques de gauche) que de la part de la communauté historique ? La définition du Front populaire comme rassemblement des forces de gauche contre la menace fasciste est bien sûr en partie valide mais ne convient-il pas de la nuancer ? Au fond, que pouvaient réellement signifier pour les dirigeants politiques de l'époque "fascisme" ou "nazisme" ? Partant, notre réflexion posera le problème de la construction du sens dans la pensée politique et de l'émergence (et du repérage) d'un thème majeur (le fascisme et l'antifascisme) dans le discours politique.

Le corpus interrogé (832 discours, 1.600.000 mots) réunit une grande partie des prises de parole de quatre dirigeants politiques de premier plan représentatifs d'une bonne part du monde politique : Thorez pour les communistes, Blum pour les socialistes, Flandin pour la droite orléaniste ou modérée, Tardieu pour la droite bonapartiste ou autoritaire¹.

La méthode de traitement du texte est scientifique. Elle se fait en deux temps. D'abord un traitement quantifié des discours a été effectué ; ceux-ci ont été saisis sur ordinateur et une analyse lexicométrique rend compte de manière chiffrée du vocabulaire utilisé (apparition ou disparition d'un terme, augmentation ou diminution de sa fréquence d'utilisation). Ensuite un traitement qualitatif contrôlé a complété l'analyse puisque l'ordinateur a

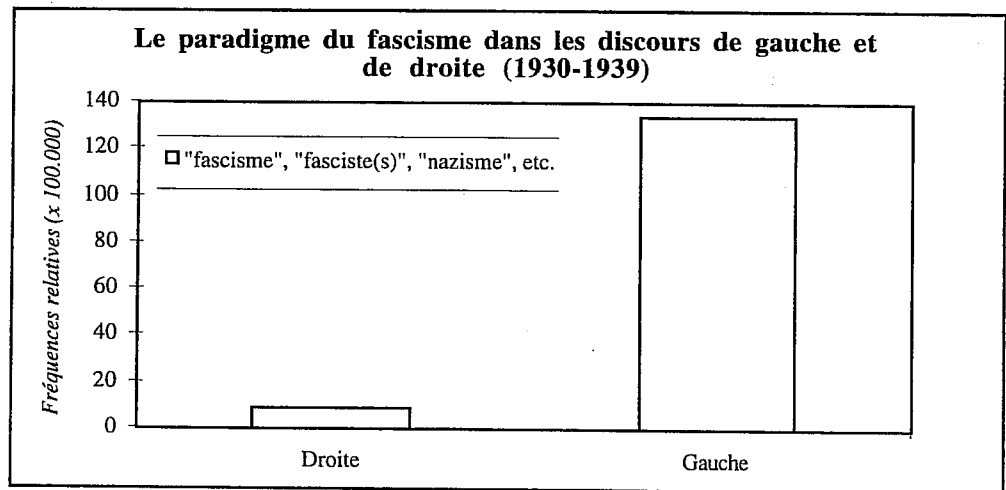
¹ - Pour le détail du corpus étudié cf. D. Mayaffre, *Le poids des mots. Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Honoré Champion, 2000, pp. 42-51.

convoqué à partir de l'occurrence d'un mot donné toutes les phrases, tous les paragraphes, tous les discours le contenant, permettant ainsi d'en vérifier l'usage et de renouer avec une lecture classique du texte ; la systématique en plus.

I - MESURER LA MOBILISATION ANTIFASCISTE

Pour mesurer l'intensité du thème de l'antifascisme dans les discours publics des dirigeants politiques, nous avons simplement demandé à *Hyperbase*² de repérer les mots appartenant directement au paradigme du fascisme dans le corpus : "*fascisme(s)*", "*fasciste(s)*", "*nazisme*", "*nazi(e)(s)*", "*nazistes*"³, et pour faire bonne mesure "*racisme*" et "*raciste(s)*" qui sont extrêmement peu utilisés dans le discours traditionnel (presque uniquement par Blum) et toujours associés au régime hitlérien. La procédure est simple mais efficace et l'on admettra, au-delà des fines objections linguistiques, que l'occurrence de ces mots est révélatrice de la présence du thème dans le discours.

Les conclusions quantitatives ont été concentrées dans un premier graphique. Celui-ci est facile à lire, il compare le nombre d'apparitions des mots du fascisme dans les discours de gauche et de droite. Simplement, ce nombre d'occurrences a été ramené à une fréquence relative pour 100.000 mots afin de neutraliser la longueur différente des deux sous-corpus comparés.



2 - *Hyperbase* est un des meilleurs logiciels de lexicométrie actuellement disponible pour PC et Macintosh. Il a été mis au point par Etienne Brunet et le laboratoire de l'INALF-CNRS, UPRES-A 6039 de Nice.

3 - Ce néologisme n'eut pas de succès. Il fut néanmoins employé par P.-É. Flandin (14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII^e congrès de l'All. Dém. à Paris).

On lit ainsi que la droite (Flandin + Tardieu) utilise 12 fois un de ces termes pour 100.000 mots prononcés lorsque la gauche (Thorez + Blum) en utilise 136. Le contraste est donc très frappant entre parti de l'Ordre et parti du Mouvement.

En réalité, l'évocation du "*fascisme*" est taboue à droite ; absolument tabou en politique intérieure, mais tabou aussi en politique extérieure. En effet, même lorsque la droite traite des relations franco-italiennes ou franco-allemandes, elle ne parle pas du "*nazisme*" ou des régimes "*fascistes*". Elle préfère parler de "*l'Allemagne*" ou de "*l'Italie*". Elle préfère éventuellement parler d'"*Hitler*" ou de "*Mussolini*". Mais elle refuse la grille de lecture idéologique. En valeur absolue par exemple, Flandin, président de l'Alliance démocratique, 11 fois ministre, président du Conseil, et ministre des Affaires étrangères utilise dans toutes les années 30, 2 fois le mot "*fascistes*".

Bien sûr, il faudrait replacer ce constat dans le cadre général de la rhétorique de droite qui refuse en bloc les mots marqués des sceaux du politique et de l'idéologique. On constate en effet dans le discours de droite une sous-utilisation systématique de tous les mots suffixés en -iste et en -isme : "*communisme*", "*communiste*", "*socialistes*", "*capitalisme*", "*fascisme*", etc.⁴. Et nous avons souligné ailleurs que ceci marquait sans doute le drame d'une époque pour la droite républicaine qui, en prétendant refuser d'entrer dans l'affrontement idéologique démocratie/fascisme ou communisme/fascisme, abandonne peu à peu le terrain même du politique, vide son discours de toute idée et semble, à la veille de la guerre, épuisée dans son programme et condamnée à disparaître⁵.

Mais on veut seulement souligner ici que l'absence du lexique du fascisme dans le discours de droite entraîne une *incapacité à dire* le danger tant à l'intérieur pour la République qu'à l'extérieur pour la France ; incapacité à dire, cécité peut-être devant le péril, qui signifie impuissance ou refus de mobiliser les citoyens et les patriotes français.

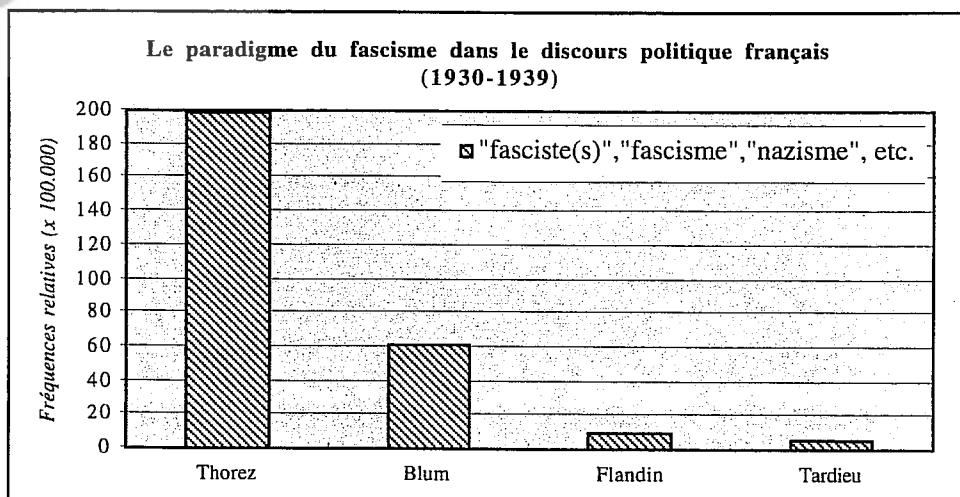
En face de la droite, la gauche est beaucoup plus sensible au péril fasciste et elle en fait un des thèmes mobilisateurs majeurs de son discours. *Grosso modo*, si notre corpus est représentatif, on peut dire que les mots du fascisme sont 10 fois plus présents dans la bouche des hommes de gauche que des hommes de droite.

Après ce constat néanmoins, il faut apporter des nuances entre la gauche communiste et la gauche socialiste. Le deuxième graphique montre en effet, grâce à une étude individuelle, qu'il y a une importante différence d'intensité du thème dans les discours de Thorez et de Blum

4 - D. Mayaffre, *Le poids des mots*, op. cit., p. 91 et 92.

5 - D. Mayaffre, *Le poids des mots*, op. cit., pp. 289-292 et pp. 392-393.

Fac-similé

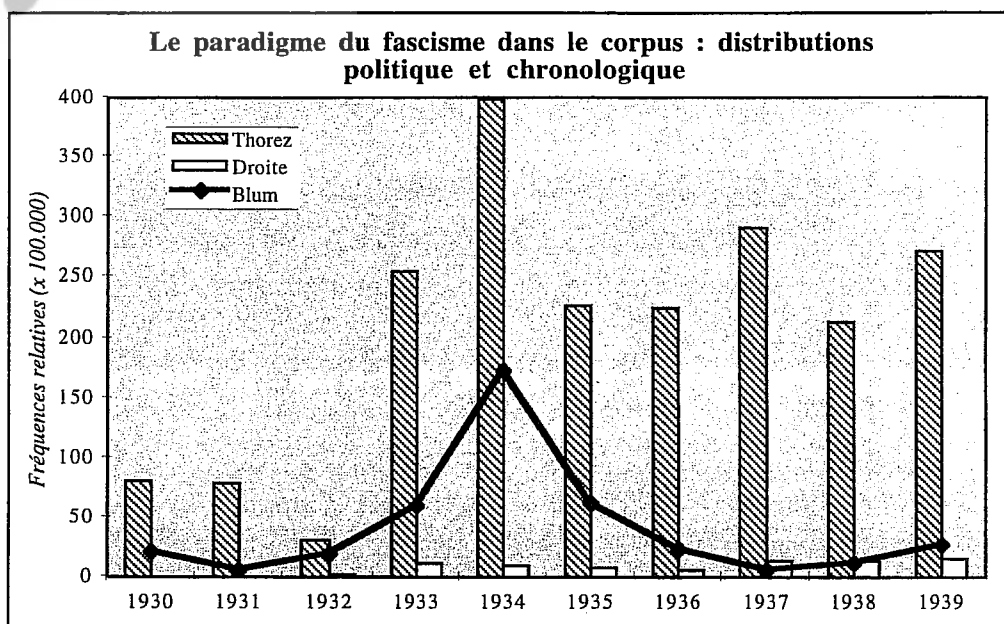


D'une certaine manière les communistes monopolisent bien, dès les années 30, le thème ; après l'épisode de la Résistance, ils auront toute légitimité historique à se présenter comme le parti de la lutte contre le fascisme. Dans la mobilisation antifasciste, la gauche socialiste représentée par Blum n'apparaît effectivement que comme une force d'appoint. Qui plus est, cette force d'appoint est, à l'analyse, totalement éphémère et conjoncturelle.

II - DATER L'APPARITION DE L'ANTIFASCISME

La différence d'intensité de la mobilisation antifasciste entre Thorez et Blum est parlante en soi, pourtant c'est la différence diachronique de cette mobilisation et par là, la différence du sens de cette mobilisation, qui sont intéressantes.

La distribution chronologique du lexique du fascisme dans le discours (à quelle date ces mots sont-ils employés ?) est en effet significative dans les années 30.



Il n'est pas utile de revenir sur le cas de la droite qui n'utilise pratiquement jamais "*fascisme*" ; pas plus en 1933 qu'en 1938, pas plus en 1934 qu'en 1939. Il n'est pas non plus nécessaire de s'attarder longuement sur le cas de Thorez. Il convient seulement de noter, à son propos, que *dès 1933* avec l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, Thorez sensibilise très fortement ses auditeurs sur la montée du fascisme. Cela tend à montrer que la prise de conscience du danger fasciste chez les communistes se fait d'abord par le biais de la politique étrangère. Par là, le Front populaire, pour Thorez, doit autant être défini comme une résistance à Hitler que comme une résistance aux ligues ou comme une simple exigence sociale⁶.

Mais c'est évidemment la distribution chronologique du lexique fasciste chez Blum qui appelle le plus de commentaires. Nous voyons en effet très nettement -et non sans surprise- que l'utilisation des mots du fascisme dans le discours de Blum est statistiquement tout à fait limitée à 3 ans et pour tout dire à une 1 seule année : 1934

Certes on voit poindre "*fascisme*" ou "*nazisme*" en 1933 mais de façon très peu marquée. Certes encore en 1935, il existe quelques résidus du thème dans le discours, avant qu'il s'évanouisse pour pratiquement disparaître en 1936, 1937 ou 1938 au moment de la guerre d'Espagne ou de Munich. La seule véritable récurrence du lexique du fascisme concerne en fait 1934. Et cette récurrence limitée et particulière autour de l'année 1934 nous interroge sur la qualité du message.

6 - D. Mayaffre, *Le poids des mots*, op. cit., pp. 444-445 et pp. 480-481.

Car, pour reprendre en la resserrant la question du départ : que peut vouloir dire "*fasciste*" ou "*fascisme*" en 1934 dans le cadre du discours politique français ? Sans trop de difficulté, on pressent la réponse.

III - IDENTIFIER LA SIGNIFICATION DE "FASCISME" ET DU COMBAT ANTIFASCISTE DANS LE DISCOURS.

Pour Blum, la chronologie de l'utilisation des flexions de "*fascisme*" en donne en effet le sens : ces termes sont utilisés pour traiter de la seule politique intérieure. Si le lexique du fascisme est employé presque uniquement en 1934 c'est qu'il sert seulement à rendre compte de la manifestation du 6 février et de ses conséquences. On pourrait ainsi multiplier les citations qui font référence à "*l'émeute fasciste*", "*au complot fasciste*", au "*coup de force fasciste*"⁷ du 6 février 1934. Et en les multipliant nous épuiserions beaucoup des occurrences des mots du fascisme dans les discours de Blum des années 30.

Dès lors deux choses paraissent évidentes :

- le thème du fascisme presque exclusivement associé à la politique intérieure ne sert pas dans le discours blumien comme grille de lecture pour traiter la politique extérieure : la *quasi* absence d'occurrences de "*fascisme*" en 1936, 1938 ou 1939 lorsque Blum évoque la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre d'Espagne, Munich ou l'avant-guerre est à ce titre révélatrice⁸.

- le thème est associé à une manifestation et une conjoncture intérieures que l'on sait depuis - c'est le privilège de l'historien - n'être pas, à strictement parler, "*fascistes*", laissant ainsi penser que Blum n'a pas dans les années 30 une idée précise de la réalité politique du phénomène fasciste.

Et c'est sur ce dernier point qu'il faut insister. Dès le départ, il y a chez Blum une réelle confusion des genres dans l'analyse politique et une cacophonie lexicale dans le discours. Le "*fascisme*" dans le discours de Blum est, par jeu rhétorique ou stratégie propagandiste, un simple synonyme ou une prolongation du terme habituel "*réaction*" très présent jusqu'à 1934⁹.

Souvent Blum fait référence à la "*réaction fasciste*" ou au "*fascisme réactionnaire*". Le 6 février à la Chambre, il s'écrie par exemple "*La Réaction*

7 - Par exemple, L. Blum, 21-II-1934 et 3-III-1934, *Le Populaire*, "L'émeute fasciste du 6 février" ou 15-V-1934, *Le Populaire*, "Monologue devant le micro".

8 - On lira sur la faiblesse de la mobilisation patriotique de la SFIO face au fascisme international, J. Droz, "Le parti socialiste français face à l'hitlérisme de 1933 à 1936" in *La France et l'Allemagne*, Paris, 1980, Ed. du CNRS.

9 - Nous avons pu montrer en effet que le mot "réaction" qui qualifie l'adversaire à battre dans le discours de Blum jusqu'en 1934 disparaît au cours de cette année au moment même où apparaissent en force les termes du fascisme. (D. Mayaffre, *Le poids des mots, op. cit.*, pp. 504-512.

fasciste ne passera pas " 10. Dans *Le Populaire* du 19 août 1934 il parle du "*bloc purement réactionnaire ou fasciste*" 11 sans que l'on sache si le "ou" est inclusif ou exclusif : il marque en fait plus simplement la synonymie des deux termes qui sont dans le discours interchangeables.

Le fascisme c'est comme la réaction, c'est ce qui menace la république parlementaire et disons "*le progrès*". Comme Blum s'en était pris en 1926 au gouvernement "*réactionnaire*" de Poincaré, il s'en prend au gouvernement "*fasciste*" de Doumergue. Avec des mots différents, son analyse ne va guère plus loin et s'interrompt dès 1935. Blum réfléchit-il aux spécificités (révolutionnaires) du fascisme comme tend à le prouver un certain nombre d'articles du *Populaire* ? En tout cas, son message politique et la mobilisation "*antifasciste*" qu'il veut obtenir dans ses discours et articles de 1934 sont assez limités.

En fait, on dispose d'un témoignage précieux sur l'apparition du thème dans le discours de Blum ; et la ligne politique "*antifasciste*" comme programme politique peut être datée précisément. Elle remonte en effet à mai 1934. Elle naît difficilement d'un débat houleux au XXXI^e congrès de la SFIO qui voit les plaies de la scission des néos mal se cicatriser. La SFIO est à ce moment-là à un tournant et à la recherche d'un projet, d'un programme et plus simplement d'un slogan susceptible de rallier les masses en vue des campagnes électorales à venir.

Pour beaucoup de socialistes, ce projet doit tenir dans l'idée d'un "*plan*" hérité de Henri de Man. Bien que progressivement rallié à l'idée, Blum s'y oppose pour des raisons doctrinales. Il propose alors au congrès une autre "*idée-force*" comme un contre-feu :

"Il s'agit donc avant tout d'un problème de présentation de la recherche d'idées-forces présentant le maximum de dynamisme, autour desquelles l'ensemble de notre programme d'action immédiate puisse s'organiser de façon à frapper le plus l'intelligence du public, et à nous gagner le maximum d'adhésions.

Voilà le problème devant lequel nous sommes, la recherche du mode de présentation offrant le maximum d'efficacité pour débiter la quantité la plus grande possible de marchandises.

(...) Il est possible que la seule idée de plan ait eu la vertu de nous attirer des adhésions, il se peut qu'elle l'ait eue en Belgique..., mais je crois que ce n'est plus vrai à l'heure actuelle.

(...) Ce n'est pas, à mon avis, d'un "plan" que le public a le plus besoin. Ce n'est pas à cela qu'il aspire le plus.

(...) Je veux maintenant dire quelle est, à mon avis l'idée-force autour de laquelle la propagande doit s'organiser. À mon avis, c'est tout simplement la lutte contre le fascisme..." 12

Ce passage d'un discours partisan à usage interne a de quoi surprendre par ses longueurs. Il présente la lutte contre le fascisme non comme une

10 - L. Blum, 6-II-1934, JO Chambre-débats.

11 - L. Blum, 19-VIII-1934, *Le Populaire*, "Le tiers parti".

12 - L. Blum, 23-V-1934 : XXXI^e Congrès national de la SFIO à Toulouse.

conviction profonde, lucide et naturelle mais comme un mot d'ordre de ralliement ou comme un slogan de propagande ; slogan qui semble d'autant plus artificiellement révélé au dirigeant socialiste qu'il permet d'étouffer au sein de la SFIO celui de planification que Blum cherche encore à cette date à éviter.

Slogan électoral donc qui vise à rallier les communistes et les radicaux, slogan médiatique qui vise à stigmatiser globalement l'adversaire (la droite, la réaction, le gouvernement Doumergue) ; slogan en tout cas éphémère et partiel dans le discours de Blum loin d'une réelle prise de conscience de la complexe réalité du fascisme et de la nécessité absolue de lutter contre lui.

On ne peut évoquer que rapidement le cas de Thorez. La conception du fascisme dans la pensée communiste est assez bien connue. Et l'on sait qu'il faudrait, pour l'appréhender, faire un détour diachronique important puisque la réflexion du P.C.F. évolue considérablement au rythme des congrès de l'Internationale communiste et des congrès nationaux : on passe, schématiquement, entre le VII^e congrès du P.C.F. en mars 1932 et le VIII^e congrès de Villeurbanne en janvier 1936, d'une vision du fascisme comme produit naturel, aboutissement logique et dernier stade du capitalisme, à une vision plus tragique d'un fascisme produit non plus naturel mais monstrueux qui mérite un combat spécifique¹³.

Au-delà de ces évolutions qui prouvent une difficile mais réelle analyse sur le phénomène, on constate qu'il y a une vision beaucoup plus inquiète et beaucoup plus globale chez Thorez que chez Blum. La mobilisation antifasciste est, comme on l'a vu, plus récurrente tout au long des années 30. Surtout elle est présente aussi bien en politique extérieure qu'en politique intérieure. Si l'on enregistre bien, sur le précédent graphique, un pic de la présence des termes du fascisme en 1934 après le 6 février (politique intérieure), on a déjà souligné la date précoce de leur apparition (1933 c'est dire l'arrivée d'Hitler au pouvoir). Surtout au-delà de la période de formation du Front populaire, au moment des grands événements européens, Munich ou l'envahissement de la Tchécoslovaquie, leur récurrence ne faiblit pas.

En fait, à partir de 1933 et jusqu'à la guerre, l'antifascisme devient la clef de voûte du discours communiste. Selon un procédé rhétorique classique dans le discours communiste, fonctionnant comme tous les discours idéologiques sur une bipolarisation manichéenne du monde (nous / les autres,

13 - On lira par exemple, outre les ouvrages généraux, J. Bruhat, "Le P.C.F. face à l'hitlérisme" in *La France et l'Allemagne, 1932-1936*, Paris, Ed. du CNRS, 1980. Ph. Burrin, "Diplomatie soviétique, Internationale communiste et P.C.F. au tournant du Front populaire (1934-1935)", *Relations internationales*, n°45, pp. 19-34. J. Burles, R. Martelli, S. Wolikow, *Les communistes et leur stratégie : réflexions sur une histoire*, Paris, Ed. sociales, 1981.

le bien / le mal)¹⁴, le fascisme cristallise en lui toutes les figures du mal. A partir de là, Thorez n'est plus obligé de produire un effort conceptuel et métalinguistique pour définir le fascisme. Le fascisme représente le mal absolu en politique ; une série d'identification simpliste est là pour le répéter au lecteur ou à l'auditeur : "*Le fascisme c'est la guerre*"¹⁵ ou "*Le fascisme c'est la mort*"¹⁶.

Ces raccourcis saisissants ne laissent aucun doute sur la volonté de mobiliser des communistes, mais reconnaissons qu'ils anesthésient en partie la réflexion théorique permettant notamment à Thorez de faire l'économie d'un retour sur le problème difficile et évolutif dans la pensée communiste du rapport capitalisme/fascisme : comme le fascisme était la mort, il devenait urgent et nécessaire, en dépit de toutes objections, de lutter contre lui et de défendre la Nation et la République bourgeoises.

Reste enfin que s'il fallait apporter une limite à la mobilisation antifasciste des communistes, on pourrait parler d'une incapacité de Thorez à traiter du problème du racisme ou de l'antisémitisme. Le thème du racisme, assez présent chez Blum qui ne manque pas à la fin des années 30 de qualifier le régime hitlérien de "*régime raciste*"¹⁷, est pratiquement absent de la prose communiste : "*raciste*" n'est jamais utilisé par Thorez dans toutes les années 30, "racisme" 6 fois seulement (contre 32 fois chez Blum sur un corpus identique). On le sait, l'analyse en termes de lutte des classes des communistes semble exclure toute analyse raciale. Au final, les communistes qui s'affichent comme des résistants patriotes et républicains face au fascisme hexagonal ou international se privent d'une des clefs de compréhension de la pensée hitlérienne.

CONCLUSION

Le repérage quantitatif et la lecture systématique des discours permettent d'arriver à quelques conclusions que l'on doit reprendre.

La droite républicaine au moment de Munich et à la veille de Vichy ne se trouve pas outillée lexicalement, linguistiquement, conceptuellement, et donc politiquement pour résister à la poussée fasciste en France et en Europe. En refusant les mots "*fascisme*", "*fascistes*", "*nazisme*", elle s'interdit de mobiliser

14 - Sur la rhétorique communiste et la bipolarisation manichéenne du monde : D. Labbé, *Le discours communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1977 et D. Mayaffre, *Le poids des mots*, op. cit., pp. 93-100.

15 - Cette proposition-définition minimale est 15 fois répétée par Thorez dans les années 30, nt. 13-XI-1934, JO Chambre-débats, 5-XII-1936, JO Chambre-débats, 22-I-1937, Conférence nationale du P.C.F..

16 - M. Thorez, 22-I-1936 (Œ. de M Thorez, LIII, t.11, p. 71).

17 - Par exemple, L. Blum, *Le Populaire*, 17-III-1933 et 14-V-1933.

son électorat ou de sensibiliser les Français sur les dangers qui pèsent sur la France et la démocratie.

Le cas de la gauche est plus complexe. Sans méconnaître les grands articles de Léon Blum - ceux dans lesquels il a sous-estimé le danger fasciste, ceux dans lesquels il a prévenu des risques¹⁸ -, on peut penser qu'il y a chez le théoricien socialiste de l'entre-deux-guerres une vision politique encore partielle du phénomène fasciste ou nazi. Dans des proportions certes différentes, on peut s'interroger sur la lucidité des communistes qui refusent de voir la dimension raciale et antisémite du régime hitlérien.

Certes aux origines du Front populaire nous trouvons bien le mouvement Amsterdam-Pleyel contre la guerre d'abord puis très vite contre le fascisme. Certes nous y trouvons aussi le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il ne s'agit donc pas de nier l'évidence. Mais il convient de souligner que le "*fascisme*" dans son acception historique admise aujourd'hui n'a pas été considéré avec autant de lucidité qu'on l'a dit par les hommes de gauche de l'avant-guerre.

"*Fascisme*", notamment chez les socialistes ou chez les radicaux-socialistes, a pu être simplement synonyme de "*réaction*", et dans ce cadre linguistique et politique le Front populaire ressemble alors à un cartel des gauches - vraiment à gauche - plus qu'à un front de résistance antifasciste. Surtout, le thème de l'antifascisme a pu apparaître d'abord comme un thème mobilisateur, rassembleur, électoral notamment dans la bouche du premier dirigeant du Front populaire, avant d'être un thème fondateur et essentiel.

18 - On citera, sans avoir l'ambition d'être exhaustif et en mêlant politique intérieure et politique extérieure les articles dans *Le Populaire* du 20-IV-1928, "Le socialisme c'est la paix. Le fascisme c'est la guerre", 20-XI-1929, "Le néo-bonapartisme", 26-XI-1929, "Le fascisme autrichien", 30-X-1930, "Mussolini et la révision des traités", 6-XI-1930, "Le fascisme en Autriche. Il n'est que temps d'agir", 23-II-1932, "Néo-bonapartisme", 14-III-1932, "L'Allemagne ne veut pas d'un régime fasciste !", 8-VIII-1932, "La dictature en Allemagne", 10-VIII-1932, "Le péril italien", 12-VIII-1932, "Les hitlériens français", 9-XI-1932, "La fin de Hitler", 9-II-1933, "Hitler au pouvoir", 24-II-1933, "Contre le fascisme en Allemagne", 15-VI-1933, "Le Duce et le Führer", 24-VI-1933, "Ni Hitler ni Mussolini", 23-VIII-1933, "La peste brune ou noire ne doit pas passer par là", 30-VIII-1933, "L'Internationale contre Hitler", 14-II-1934, "Le fascisme en Autriche", 16-II-1934, "Le gouvernement de Bloc national et le fascisme", 21-II-1934 et 3-III-1934, "L'émeute fasciste du 6 février", 13-VII-1934, "La défense internationale contre le fascisme", 20-VII-1934, "Pour les victimes de la terreur fasciste", 22-III-1934, "Une manoeuvre des fascistes", 8-XI-1934, "Première victoire sur le fascisme", 10-XI-1934, "Pour ou contre le fascisme", 23-I-1935, "La lutte contre Hitler", 3-II-1935, "Le fascisme n'est pas passé, il ne passera pas !", 20-V-1935, "Vive la Commune ! Contre le fascisme ! Pour l'unité !", 27-VI-1935, "Que MM. les fascistes commencent !", 14-VIII-1935, "Le fascisme ne passera pas", 6-IX-1935, "Mussolini veut la guerre", 3-VII-1938, "L'Italie et l'Allemagne", 11-X-1938, "La leçon du discours d'Hitler", 1-II-1939 et 29-IV-1939, "Le discours d'Hitler" et encore 20, 21, 22, 23 et 25-VII-1939, "Le racisme à rebours".

Dès lors trois idées peuvent être retenues :

- d'abord que le reproche que l'on a pu faire aux forces de gauche après guerre de manier l'invective "*fasciste !*" à tort et à travers (notamment en 1958 contre le pouvoir gaulliste) peut être fait dès le départ pour l'entre-deux-guerres. La confusion dans la pensée de la gauche entre mouvement réactionnaire, mouvement autoritaire ou mouvement fasciste est originelle ; elle a toujours été entretenue pour mobiliser. Par simplification et par manichéisme le "*fascisme*" est souvent, dans une conjoncture donnée, l'ennemi à combattre, comme la "*droite*" ou la "*réaction*" le sont dans d'autres conjonctures.

- ensuite que l'historien doit, pour éviter les contresens historiques, prendre garde aux mots. Ceux qu'il utilise de manière scientifique n'ont pas toujours un sens précis pour les sociétés étudiées. Lorsqu'on parle de mouvement antifasciste dans la France des années 30, emploie-t-on le mot "*fascisme*" ou "*antifascisme*" au sens des contemporains (qui ont effectivement ressenti un danger pour la République) ou emploie-t-on le mot scientifiquement et historiquement défini par A. Tasca ou P. Milza ?

- enfin que les complexes de la société française de la dernière décennie du XX^e siècle par rapport à une soi-disant insuffisante vigilance face à la montée de l'extrême droite - complexes souvent nourris en comparaison aux grands ancêtres de 1936 comme l'atteste l'idée récurrente d'un nouveau "*front populaire*" ou d'un "*front républicain*" contre le Front national -, que ces complexes, donc, n'ont pas lieu d'être. Car même chez les tous premiers acteurs du Front populaire, mouvement présenté comme exemplaire, la prise de conscience, la volonté et la capacité de mobiliser sur le thème du danger fasciste ne sont ni totales et ni totalement lucides.